

Je trouvai la colonne du Commandant Saussier à Zinguilucan.

Le lendemain je continuai à marcher vers Puebla.

Pendant mon séjour à Tulancingo, il s'était passé bien des événements.

Le capitaine Pierron, ancien chef de la section militaire du cabinet de l'Empereur, qui avait été envoyé par le Maréchal à Orizaba, était revenu le 9 novembre. Il disait à S. Exc. que l'Empereur Maximilien allait quitter le pays, mais qu'avant d'abdiquer Sa Majesté désirait que la France s'engageât à rapatrier les troupes Austro-Belges.

Le 12, l'Empereur écrivit en effet au Maréchal, en espagnol :

« Orizaba, le 12 novembre.

» Mon cher Maréchal,

» Avant de résoudre définitivement ce que je dois faire et dans le cas où je prendrais la résolu-

tion de m'écloigner de ce pays, il est de mon devoir de m'occuper de certains points.

» Je ne doute point que vous n'ayez la bonté de m'envoyer un acte signé collectivement par vous, par le Ministre de France et par le général Castelnau, assurant ce qui suit :

» 1° Le rapatriement des Austro-Belges.

» 2° La pension à garantir par le Mexique aux mutilés de la brigade Austro-Belge.

» 3° Une somme de dix mille piastres à payer à la princesse Doña Josefa de Iturbide et deux mille piastres au jeune prince Salvador de Iturbide (1).

» 4° Une somme de quarante-cinq mille piastres, pour payer les dettes de la liste civile.

» 5° L'engagement d'effectuer ces paiements avant le départ des troupes Françaises du Mexique.

» Ma propriété particulière restera sous votre sauvegarde, mon cher Maréchal, afin que d'accord

(1) L'empereur Maximilien avait eu l'idée aussi bizarre qu'inopportune, de donner le titre de Prince aux deux petits fils d'Iturbide qui avait été fusillé en 1824. On disait même que S. M. se proposait d'adopter l'aîné pour lui assurer la succession au Trône.

avec vous, Don Carlos Sanchez Navarro puisse donner à ce qu'elle produira, la destination conforme à mes instructions.

» Recevez les assurances des sentiments de sincère amitié, avec lesquels je suis votre très affectionné

» MAXIMILIEN. »

Les représentants de la France s'empressèrent d'envoyer une déclaration par laquelle ils s'engageaient à faire à peu près tout ce que demandait l'Empereur.

Sa Majesté avait à peine expédié sa lettre au Maréchal que le baron Lago remplissant par interim les fonctions de Ministre d'Autriche, se présentait à Orizaba. Il était chargé d'informer l'empereur Maximilien que Sa Majesté pouvait compter être reçue à Vienne de la manière la plus affectueuse ; mais qu'Elle était cependant avertie que

les clauses du pacte de famille signé à Miramar le 10 avril 1864 seraient strictement maintenues.

Un instant après arrivaient les généraux Marquez et Miramon, qui jugeant convenable d'interrompre leurs missions à Berlin et à Jérusalem, venaient de débarquer à Vera Cruz. Ils dirent à l'Empereur :

« Votre Majesté se prépare à déposer la Couronne ?

» Qu'Elle reprenne donc confiance ! Dès que le parti conservateur apprendra notre retour, il se lèvera en masse et nous aurons des hommes et de l'argent autant qu'il nous en faudra.

» Que Votre Majesté songe à la gloire qui illustrera son nom, après qu'elle aura triomphé là où l'empereur Napoléon III a succombé. »

L'Empereur serra les mains de ses généraux et le retour à la capitale fut décidé.

Miramon monta de suite vers l'intérieur pour rassembler des troupes.

Marquez resta à Orizaba.

Le 18, Sa Majesté adressa au Maréchal la dépêche suivante :

« Je vous remercie, ainsi que le général Castelnau, ainsi que Monsieur Dano, d'avoir réglé les points qui me touchaient de si près. Mais il reste à régler le définitif : un gouvernement stable pour protéger les intérêts compromis ; ces points ne peuvent être traités sans une entrevue directe avec vous.

» La continuation de mes fièvres ne me permet pas de monter à Mexico.

» Je vous invite donc à venir un de ces jours ici et, en peu de paroles, nous pourrons tout arranger d'une manière satisfaisante.

» J'ai appelé ici pour samedi mon Conseil d'Etat et mon président du Conseil des Ministres.

» MAXIMILIEN. »

Le 20, l'Empereur écrivait au capitaine Pierron :

« Aucune des démarches faites par moi, ne

peut autoriser qui que ce soit à croire que j'aie l'intention d'abdiquer en faveur d'aucun parti.

» L'appel fait au Conseil d'État ainsi qu'aux Ministres a précisément pour but de résoudre, conjointement avec eux, entre les mains de qui on doit laisser le pouvoir, quand le moment d'abdiquer sera venu. »

La conférence eut lieu à Orizaba le 26. Le maréchal Bazaine ne s'y rendit point, en prétextant qu'il ne croyait pas pouvoir quitter la capitale, avant que le général Douay y fût entré.

18 conseillers dont 4 ministres étaient présents. 9 membres contre 9 furent d'avis que les ressources du pays étaient suffisantes pour permettre à l'Empereur de se maintenir sans appui étranger.

Le 1^{er} décembre, l'Empereur adressait à la Nation la proclamation suivante :

« Mexicains,

» Des circonstances d'une haute gravité, se rapportant au bien-être de Notre Patrie, et rendues plus sensibles par des malheurs domestiques,

avaient produit dans Notre esprit la conviction que Nous devons remettre entre vos mains le pouvoir que vous Nous aviez confié.

» Notre Conseil des Ministres et notre Conseil d'État, convoqués par Nous, ont été d'avis que le bien du Mexique exige encore que Nous restions au pouvoir. Nous avons cru de Notre devoir d'accéder à leurs instances, leur annonçant en même temps Notre intention de réunir un Congrès National, sur les bases les plus larges et les plus libérales, congrès auquel seront appelés tous les partis et qui décidera si l'Empire doit continuer à l'avenir. Au cas d'un vote affirmatif, ce même congrès devra concourir à la rédaction des lois vitales, pour la consolidation des institutions publiques du pays. A cette fin, Nos conseillers s'occupent activement de Nous proposer les mesures opportunes. On fera en même temps les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

» En attendant, Mexicains, comptant sur vous tous, sans exclusion de couleur politique, Nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et

constance l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote.

» MAXIMILIEN.

» Orizaba, 1^{er} décembre 1866. »

Le 6, l'empereur Maximilien licenciait le corps des volontaires Austro-Belges :

« Officiers, sous-officiers et soldats du Corps Austro-Belge.

» Le souvenir des services que vous avez rendus à mon Gouvernement avec une fidélité à toute épreuve, sera toujours gravé dans ma mémoire.

» Les hauts faits d'armes que vous avez accomplis, enrichiront les annales militaires des pays auxquels vous appartenez; et c'est avec une satisfaction sincère que je me plais à constater ici votre dignité militaire et votre probité, qui vous ont fait mériter l'estime de tous les Mexicains.

» En vous remerciant avec effusion pour vos brillants et loyaux services, je vous annonce que mon Gouvernement a résolu de procéder à la dissolution du corps des volontaires Austro-Belges, en sa qualité de corps séparé de l'Armée Nationale.

» En conséquence et d'accord avec mes Ministres, tous les officiers, sous-officiers et soldats sont libres de se rapatrier ou de prendre du service dans l'Armée Nationale.

» MAXIMILIEN.

» Orizaba, 6 décembre 1866. »

Le 13, l'Empereur Napoléon III télégraphiait au maréchal Bazaine :

« Rapatriez la légion étrangère et tous les Français, soldats et autres, qui désirent rentrer, ainsi que les légions autrichienne et belge, si elles le demandent. »

L'Empire continuait toujours à perdre du terrain :

Jalapa avait capitulé le 11 novembre. Attaqué par Alatorre, le général Calderon, dont les troupes mexicaines étaient presque toutes passées à l'ennemi, et auquel il ne restait plus qu'un faible détachement autrichien, fut obligé de se rendre.

L'amiral Mazères qui avait reçu l'ordre d'évacuer Mazatlan le 14, prévenait Corona de l'abandon de la place et le pria de la faire occuper par des troupes régulières.

Durango était abandonné le 17 et Zacatecas le 26. Des corps mexicains avaient été laissés dans ces villes importantes ; mais trop imparfaitement organisés et trop faibles pour résister aux forces de l'ennemi, ils s'étaient dépêchés de suivre les colonnes françaises.

Le général de Castagny évacuait Guadalajara le 12 décembre.

Le 23, les troupes de la division Douay se retiraient de San Luis-Potosi ; Mejia essayait de s'y maintenir, mais il était bientôt contraint de se replier sur San Felipe.

C'est à ce moment que monsieur Dano, Ministre de France, envoya un fonctionnaire des finances saisir la douane de Vera Cruz. L'Empereur se plaignit au Maréchal, qui refusa d'intervenir en répondant que cela ne le regardait pas.